DIAL

L'actualité en bref - juillet-août 2004

Nicolas Pinet

mercredi 1er septembre 2004, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

CÔNE SUD

Mercredi 11 août étaient réunis les présidents Carlos Mesa (Bolivie), Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Alejandro Toledo (Pérou), pour l'inauguration d'un pont à la frontière entre la Bolivie et le Brésil (pont Wilson Pinheiro). Ils se rendirent ensuite 100 kms plus à l'ouest pour poser la première pierre d'un autre pont (pont de l'Intégration), celui-ci entre le Brésil et le Pérou, et destiné à renforcer les échanges et l'intégration du bloc régional. La construction de ce second pont, situé au cœur de l'Amazonie sud-occidentale, préoccupe les organisations de défense de l'environnement. Situé dans une zone écologique sensible, il risque de devenir à long terme un axe important de communication avec le Pacifique, ce qui entraînerait très certainement la déforestation des environs.

MERCOSUR

Le 26e sommet du MERCOSUR réunissait jeudi 8 juillet à Puerto Iguazu, au nord de l'Argentine, les présidents Néstor Kirchner (Argentine), Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil), Nicanor Duarte Frutos (Paraguay) et Jorge Batlle (Uruguay). Les présidents de 2 des 3 pays associés, Carlos Mesa (Bolivie) et Ricardo Lagos (Chili). Hugo Chávez (Venezuela) et Vicente Fox (Mexique) participaient aussi en tant qu'invités spéciaux. Le Venezuela a été accepté jeudi 8 juillet comme 4ème associé du bloc, et le Mexique commence à son tour un processus d'association.

ARGENTINE

Quelque 130 organisations de la société civile ont lancé, début juillet, la deuxième campagne de consultation populaire « Non à l'ALCA » (Zone de libre échange des Amériques, ZLEA pour son sigle en français), avec cette fois non seulement des questions rejetant des projets impopulaires, mais aussi des propositions alternatives. Les premières journées « Non à l'ALCA » avaient eu lieu fin novembre 2003, dans le cadre d'une campagne de mobilisation à l'échelle continentale. La consultation avait recueilli 2,2 millions de votes (sur un total de 37 millions d'habitants), dont 96% s'était déclaré contre l'ALCA, 88% contre le paiement de la dette extérieure et 97% contre l'installation de bases militaires états-uniennes ou la réalisation d'exercices militaires communs sur le sol argentin.

Fin juillet, Néstor Kirchner rendait visite à son homologue vénézuélien, Hugo Chávez. La rencontre a été précédée d'une ronde de négociations entre chefs d'entreprise argentins et vénézuéliens qui inaugurait, pour le secteur privé, l'admission récente du Venezuela comme membre associé du Mercosur (Marché commun du sud, intégré par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay). La visite a été l'occasion d'un accord qui prévoit la réparation et la fabrication de 6 à 8 pétroliers vénézuéliens dans les chantiers navals argentins.

Avec la désignation fin juillet d'un nouveau directeur de la Police fédérale et d'un nouveau ministre de la Justice, de la Sécurité et des Droits humains le gouvernement cherche à reprendre l'initiative dans le secteur le plus critiqué de sa gestion, du fait de l'augmentation des délits et des manifestations de rue des « piqueteros » (mouvement de chômeurs).

Lundi 9 août, le gouvernement annonçait qu'il payerait sans discussion chaque échéance de ses dettes auprès du FMI. Ce changement de stratégie, après avoir menacé à plusieurs reprises de ne pas honorer les paiements, s'explique par la volonté de dissocier fortement le paiement des dettes auprès des organismes internationaux de la renégociation de la dette privée.

BOLIVIE

Dimanche 18 juillet, la majorité des boliviens ont approuvé l'abrogation de la loi des hydrocarbures, le renforcement de la compagnie nationale des hydrocarbures, la récupération de la propriété des ressources énergétiques, ainsi que – avec un pourcentage plus bas – l'utilisation du gaz naturel comme instrument de négociation d'un accès à l'Océan Pacifique.

Le président bolivien, Carlos Mesa, a annoncé fin juillet la réalisation de négociations en vue de la vente de gaz naturel au Mexique – sans doute via un port péruvien –, ainsi que la désignation par décret de 19 autorités judiciaires. Ces résolutions cherchent à profiter de la victoire au plébiscite et à éviter l'obstacle du Congrès. Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et la Nouvelle force républicaine (NFR) ont en effet décidé de s'unir à la fin juillet et de contrôler ainsi le Congrès jusqu'à la fin de la législature, en 2005, isolant du même coup le Mouvement vers le socialisme (MAS), d'Evo Morales, le seul à avoir appelé à voter oui au plébiscite.

BRÉSIL

Mercredi 19 août, le Tribunal fédéral suprême (STF pour son sigle en portugais), a déclaré constitutionnel le prélèvement de cotisations de retraite aux fonctionnaires à la retraite. La mesure fait partie de la réforme du système des retraites votée l'année dernière, et qui fixe la cotisation à 11% des montants des retraites. La victoire du Pouvoir exécutif est cependant relative : ne devront cotiser que les retraités gagnant plus de 2508 réals, soit 835 dollars, le double du plafond fixé par le gouvernement. L'Etat s'assure ainsi un revenu de presque 1000 millions de réals par an (330 millions de dollars), ce qui devrait diminuer le déficit du système des retraites et pensions, facteur principal du déséquilibre budgétaire.

CHILI

L'enquête judiciaire sur le réseau de pédophilie dirigé par le chef d'entreprise Claudio Spiniak a impliqué, début juillet, l'actuel maire démocrate-chrétien de Valparaiso, Hernán Pinto. Le maire, réélu en octobre 2000 avec une confortable majorité, a été suspendu de ses fonctions de militant et devra abandonner l'idée d'une nouvelle candidature.

Le *Washington Post* du 15 juillet a publié un rapport du sénat états-unien révélant l'existence de comptes secrets d'Augusto Pinochet auprès de la banque Riggs, et dont le montant s'élève à plusieurs millions de dollars. Deux magistrats chiliens, Sergio Muñoz et Juan Guzmán, ont été chargés d'enquêter sur les pistes locales des opérations bancaires de Pinochet avec la banque Riggs, pour le premier, et sur la fortune accumulée par l'ancien dictateur, pour le second. Le 26 août, la Cour suprême prenait en outre la décision de relever l'ex-général de son immunité pénale dans l'enquête qui cherche à établir sa responsabilité dans le Plan Condor, un dispositif de coordination de la répression à l'échelle du Cône sud durant les années 70 et 80. La sentence, prise par 9 voix contre 8, vient confirmer la décision prise en première instance par la Cour d'appel de Santiago, le 28 mai 2004, et met fin à l'immunité qu'avait conférée jusque là à l'ancien général le diagnostic d'un début de démence sénile.

Lundi 12 juillet, le Chili célébrait le centenaire de la naissance de Pablo Neruda. L'anniversaire a été l'occasion de nombreuses commémorations dans le pays et à l'extérieur.

COLOMBIE

Plus de 100 000 hectares de terres, fruits de l'expropriation de trafiquants de drogue ou d'achats par le

gouvernement, devraient passer dans les 4 années à venir aux mains de paysans et de déplacés dans le cadre de ce qui se veut une nouvelle réforme agraire.

Le gouvernement colombien espère démobiliser d'ici à fin 2005, 14 000 paramilitaires, soient 95% des combattants que prétendent représenter les chefs assis à la table de négociation. Pour assurer la sécurité des responsables des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), le gouvernement a établi une « zone de résidence » de 368 kms à Santa Fe de Ralito. La zone, où a été initié formellement le dialogue début juillet, est contrôlée par 400 paramilitaires armés et sous la surveillance de l'armée colombienne. L'accord qui sert de base aux négociations prévoit la fin des hostilités de la part des paramilitaires, ainsi que la permanence des leaders au sein de la zone de résidence. En échange, les autorités s'abstiendront de les poursuivre en justice. Salvatore Mancuso, l'autorité maximum des AUC, Iván Roberto Duque Gaviria, alias « Ernesto Báez » et Ramón Isaza, trois des hommes les plus recherchés par la justice colombienne ont été autorisés par le gouvernement à quitter pendant 48 heures la zone de résidence pour venir s'exprimer devant le Congrès, mercredi 28 juillet. Salvatore Mancuso a déclaré qu'ils ne pouvaient pas être condamnés à des peines de prison pour leurs délits de trafic de drogue et les violations de droits humains, mais qu'il devrait y avoir cependant « réparation » pour les dégâts provoqués. Pendant ce temps, quelque 2 000 personnes manifestaient à l'extérieur pour réclamer justice et réparation. 60 autobus avaient aussi amené des personnes depuis El Llano, au sud de Bogotá, pour manifester sur cette même place en faveur des paramilitaires.

Un rapport de 1991 de l'Agence d'Intelligence de la Défense (DIA), organisme dépendant du Pentagone, impliquant l'actuel président Uribe dans le trafic de drogue, a été diffusé le 1er août par les Archives de sécurité nationale (NSA) de l'Université George Washington. Le 2 août, un porte-parole du département d'Etat états-unien, Adam Ereli intervenait pour désapprouver les accusations faites contre le président colombien. Selon lui, il n'y a pas d'informations crédibles qui permettent de corroborer l'affirmation et le rapport de 1991 n'avait pas été évalué par les autorités de l'Intelligence.

COSTA RICA

Aux barrages de route réalisés par les routiers s'est ajoutée mercredi 25 août la mobilisation d'autres secteurs réunis dans le Comité civique national qui menacent de paralyser l'ensemble du pays pour protester contre la ratification du traité de libre-échange avec les Etats-Unis et contre des mesures d'austérité prises pour lutter contre l'inflation.

CUBA

Le passage de l'ouragan Charley par Cuba, dans la nuit du jeudi au vendredi 13 août, a laissé son lot de destructions sur l'île.

Pour les Cubains, la victoire d'Hugo Chávez au référendum révocatoire du 15 août constitue une assurance que l'accord de fourniture de pétrole, dénoncé par l'opposition vénézuélienne, sera au moins maintenu jusqu'en 2007.

ÉQUATEUR

Le premier Forum social des Amériques s'est tenu du dimanche 25 au vendredi 30 juillet à Quito. Selon les organisateurs, 10 000 personnes, provenant de 45 pays ont participé au forum. D'après certains participants, ce premier forum s'est caractérisé par une forte présence des ONG et des mouvements de défense des droits humains, plus que des organisations de base, notamment syndicales, dont ils espèrent une augmentation de la présence au cours des prochains forums.

HAÏTI

Une conférence tenue à la mi-juillet dans les bureaux de la Banque mondiale à Washington s'est conclue

sur l’annonce du montant des subventions qui seront finalement octroyées à Haïti pour couvrir son déficit budgétaire, commencer la restauration des services de base et relancer l’économie du pays. Haïti recevra 1 100 millions de dollars, 160 millions de plus de ce qui avait été demandé, sous la forme de prêts et de donations durant les deux prochaines années. Dans sa conférence de presse finale, le ministre haïtien de l’économie et des finances, Henri Bazin, a remercié les donateurs et déclaré qu’il espérait que les engagements seraient honorés.

PARAGUAY

Un incendie dans un centre commercial d’Asunción, la capitale, a coûté la vie à plus de 300 personnes, dimanche 1er août. Le non-respect des normes de sécurité, le comportement criminel des propriétaires du lieu, qui ordonnèrent la fermeture des portes, et la faiblesse de moyens des pompiers se sont conjugués pour provoquer la catastrophe.

VENEZUELA

Dimanche 15 août avait lieu le référendum par lequel les électeurs devaient décider de la permanence ou non d’Hugo Chávez à la présidence. La population est accourue massivement aux urnes. Le résultat, d’abord dénoncé par l’opposition accusant le gouvernement de fraude, mais confirmé par les observateurs de l’OEA (Organisation des Etats américains) et du centre Carter, fut de 58,93% de non – de refus de la révocation du mandat présidentiel – et 41,07% de oui. Le président restera donc en fonction jusqu’à la fin de son mandat, en janvier 2007.

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – L’actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.